



Après le Sud il y a deux semaines, les membres du gouvernement originaires de l'Est ressuscitent leur regroupement pour penser le développement de leur région.

En dépit de la controverse soulevée par une rencontre analogue organisée à Ebolowa à l'initiative des membres du gouvernement, originaires de la région du Sud il y a deux semaines et manifestement requinquée par le débat qui polarise l'opinion sur le risque d'un repli communautaire plus prononcé du fait de telles initiatives, l'élite de l'Est a réuni samedi dernier à Batouri (département de la Kadey) les forces vives de la région pour « penser » son développement. Les Rencontres fraternelles et familiales de la région l'Est, nom de baptême de l'événement qui aura été très peu médiatisé, ne sont, certes, pas de création récente.

La première édition avait eu lieu en 2018, s'en défendent les initiateurs. Mais le timing de leur relance après trois ans d'hibernation est loin d'être un hasard de calendrier. Alors que les signaux d'une explosion sociale s'allument à l'échelle du pays avec la multiplication des revendications des populations relativement à l'accès aux services sociaux de base (eau potable, électricité et routes) qui sont encore un luxe pour l'immense majorité des habitants de l'Est, l'élite de la région voudrait certainement anticiper d'éventuels mouvements d'humeur de la population.

Le choix de Batouri est d'ailleurs loin d'être anodin, tant c'est dans cette ville que l'on a enregistré ces dernières années le plus grand nombre de manifestations contre les délestages

électriques. Chef de file de cette initiative qui, pour beaucoup éclipse le conseil régional en matière d'élaboration de la politique de développement, le ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative (Minfopra), Joseph Lé, annonce des rencontres de même nature dans d'autres circonscriptions administratives de la région pour mobiliser autour de la dynamique ainsi (re)lancée. Celles-ci déboucheront sur l'organisation, au premier trimestre 2022, d'un « forum pour le développement de la région de l'Est ».

Le membre du gouvernement assure qu'après les rencontres en cours, les siens et lui auront « *une photographie plus exacte et des données précises qui [leur] permettront de poser un diagnostic sans complaisance pour envisager des solutions adaptées, non seulement à chaque problème mais aussi à chaque environnement/contexte* », en vue du développement de l'Est. Région du bois et des pierres précieuses, l'Est qui ne dispose pas pour l'heure d'une véritable unité industrielle en dehors des entreprises actives dans les secteurs du bois et de l'exploitation minière fait partie, avec l'Adamaoua, l'Extrême-Nord et le Nord, des zones d'éducation prioritaire.

Philémon Adjibolo

Elle est par ailleurs la seule à ne pas être reliée à un réseau interconnecté d'électricité et dépend uniquement de centrales thermiques isolées d'une capacité cumulée qui n'atteint guère 20 Mw. Au terme d'une rencontre tenue les 03 et 04 septembre 2016 à Doumaintang (Haut-Nyong), 160 chefs traditionnels de la région avaient exigé, dans une pétition, du président de la République le bitumage des axes Abong-Mbang-Angossas, Mampang-Angossas-Mboma, Mbet-Nguefemendouka-Ayos, Doumé-Doumaintang-Nguelemendouka et Abong-Mbang-Min-dourou-Lomié.

Ils avaient demandé en outre la création des facultés annexes des universités de Yaoundé et de Douala à Abong-Mbang et la restitution des 10% de la redevance forestière dont les populations ne bénéficient plus depuis 2014. Plusieurs années plus tôt, en 2009, les députés de la législature 2007-2012 élus dans la circonscription de l'Est, avec comme meneur Philémon Adjibolo (décédé en 2011), avaient adressé au chef de l'État un mémorandum au vitriol pour dénoncer le retard économique de l'Est, voir sa « marginalisation ».

« *Comment s'imaginer que depuis toujours, la région de l'Est, qui contribue à plus de 15% au Pib, reçoit paradoxalement la plus faible dotation des allocations budgétaires au titre du Bip, oscillant entre 1 et 2%, alors qu'il s'agit d'une région où tout est à faire dans tous les domaines ?* », s'étaient interrogés les élus.

Mutations